

Questions orales

Je vous assure, monsieur le Président, qu'autant que je sache, de telles pressions n'ont jamais été exercées sur ce processus.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET LES SERVICES

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt la réponse du ministre des Finances qui parlait de l'importance de la TPS pour réduire le déficit fédéral. Je veux poser la question au ministre des Finances, à savoir si, aujourd'hui, il est prêt à admettre que véritablement la TPS va être une vache à lait pour le gouvernement et c'est pour cela qu'il veut la faire passer?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, grâce à la TPS, notre pays pourra mieux défier la concurrence. Sur le chapitre de l'économie, nous serons plus en mesure de créer des emplois, ce qui produira des recettes. Nous pourrions donc nous attaquer plus efficacement au déficit.

Toutefois, l'argument important de la réponse que j'ai donnée à son collègue tout à l'heure, c'est qu'il n'y a pas que la TPS qui soit retenue à la Chambre. Il y a la réforme de l'assurance-chômage, l'impôt sur les grandes sociétés, le projet de loi C-69 sur la compression des dépenses publiques, toutes des mesures qui visent à réduire le déficit.

Je dis à mon collègue qu'il améliorerait sa crédibilité s'il téléphonait à ces gens du Sénat et leur disait: «Écoutez, nous, du Parti libéral, nous nous inquiétons du déficit parce que si nous arrivons à mieux le contrôler, nous aurons des taux d'intérêt plus bas, et nous voulons contrôler les taux d'intérêt.»

Je comprends, à voir comment mon collègue du Parti libéral hoche la tête, qu'il est d'accord avec cette méthode. Je l'invite à se lever, à aller parler avec M. MacEachen pour qu'il fasse preuve de leadership à l'autre

endroit et qu'il fasse avancer cette mesure législative, afin que nous puissions réduire le déficit et abaisser les taux d'intérêt.

Des voix: Bravo!

• (1440)

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, si le ministre des Finances continue ainsi, le ciel est loin de lui être assuré.

S'il s'intéresse à ce qui se passe et à ce qu'on dit au téléphone, il voudra peut-être parler au premier ministre, quand celui-ci sera de retour, pour savoir ce que les gens du Nouveau-Brunswick avaient à lui dire aujourd'hui à une tribune téléphonique.

Des voix: Bravo!

M. Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré aujourd'hui qu'il maintenait sa politique monétaire, et les taux d'intérêt ont monté aujourd'hui, quoique de très peu. Le ministre des Finances a-t-il approuvé la hausse des taux d'intérêt à sa réunion d'aujourd'hui avec le gouverneur de la Banque du Canada?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est une question plutôt idiote. Le député sait que je ne peux dévoiler le sujet de mon entretien avec le gouverneur de la Banque du Canada. Il comprend que ces réunions sont confidentielles.

Il ne faut pas oublier que la valeur du dollar canadien a accusé une baisse sensible au cours des trois ou quatre derniers jours, et une réaction automatique et normale du marché a été la majoration des taux d'intérêt. C'est ce qui s'est passé dans l'offre de bons du Trésor aujourd'hui.

Mon ami se préoccupe de la politique économique, de la direction économique du pays. S'il est sincère, où est la politique de remplacement? Quelles sont les meilleures solutions à ces problèmes économiques? Nous les réglons en gouvernement responsable. Je n'entends jamais les partis de l'opposition parler d'autres solutions ni de la façon dont ils procéderaient. Si vous n'avez pas de réponse, tenez-vous loin du jeu car n'y avez pas de place.

Des voix: Bravo!